



Groupement de commandes du GHT des
Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Aiguilles

SE9 N32

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE
INCENDIE, DE DESENFUMAGE, DES
EXTINCTEURS ET DES POTEAUX D'INCENDIE
POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDES DU
GHT DES ALPES DU SUD – MSS123 – LOT 4**

**Maintenance des extincteurs portatifs ou
automatiques, des poteaux d'incendie, RIA et
colonnes sèches**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES N° 021-2025
(CCP)**

Marché passé en Appel d'Offres Ouvert en application des dispositions
relatives aux marchés publics :

des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Codes nomenclature DGOS : PC19B000 – PC19C000 – PC19D000

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
• ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1-3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2.1 PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2.2 ASSURANCES	6
ARTICLE 3 – PRESCRIPTION POUR LE LOT 4.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3-1 FORMATION DU PERSONNEL.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3-2 PLANNIFICATION DES INTERVENTIONS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3-3 INTERVENTIONS SUR POTEAUX INCENDIES ET COLONNES SECHES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 4 – DELAIS D'INTERVENTION.....	6
ARTICLE 5 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	9
8-1 REMUNERATION DE LA PRESTATION DE BASE.....	9
8-2 REMUNERATION DES DEPANNAGES PENDANT OU EN DEHORS DE LA VISITE, ET DES TRAVAUX	10
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT - FACTURATION	11
10-1 CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	12
10-2 GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	13
ARTICLE 9 - AVANCE ET GARANTIE.....	11
ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD	13
10-1 NON-RESPECT DU DELAI DE REPARATION.....	13
10-2 REMISE DU RAPPORT OU RETARD DANS LA VISITE DE MAINTENANCE	13
10-3 NON-RESPECT DU DELAI D'EMISSION DE L'AVIS DE PASSAGE	14
ARTICLE 11 - RESILIATION	14
12-1 RESILIATION	14
12-2 EXECUTION PAR DEFAUT.....	14
ARTICLE 12 – CAS DE FORCE MAJEURE	15
ARTICLE 13 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)	15
ARTICLE 14 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16
ARTICLE 15 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....	16

- **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

1-1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la maintenance des systèmes de sécurité incendie, de désenfumage, des extincteurs et des poteaux d'incendie pour les établissements du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud – MSSI23 - **Lot 4 : Maintenance des extincteurs portatifs ou automatiques, des poteaux d'incendie, RIA et colonnes sèches**

L'ensemble du matériel concerné est détaillé dans les annexes au CCP pour chacun sites (7 annexes).

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché concerne **uniquement le relancement du lot n°4** d'un marché initial passé en 2023, comprenant 5 lots.

Le marché initial comprenait les lots suivants :

- Lot n°1 : Maintenance et contrôle des systèmes de sécurité incendie – Système Siemens
- Lot n°2 : Maintenance et contrôle des systèmes de sécurité incendie – Système CHUBB
- Lot n°3 : Maintenance et contrôle des systèmes de sécurité incendie – Système ASD et alarmes type 4
- **Lot n°4 : Maintenance des extincteurs portatifs ou automatiques, des poteaux d'incendie, RIA et colonnes sèches**
- Lot n°5 : Contrôle réglementaire triennal

Seul le lot n°4 fait l'objet de la présente consultation.

1-3 FORME DU MARCHE

Pouvoir adjudicateur :

Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

Coordonnateur du groupement : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)

Etablissement support du GHT des Alpes du Sud

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement

Le présent marché est marché passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre de prestations de services mono-attributaire (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique), basé sur les quantités définies dans les annexes à l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées sur la base des quantités estimatives précisées dans les annexes à l'acte d'engagement. Le marché ne comporte pas de minimum.

Les seuils maximums de commande par période annuelle (initiale et période de reconduction) sont :

INTITULÉ	Seuil maximum annuel de commande € HT
Lot N°4 : Maintenance des extincteurs portatifs ou automatiques, des poteaux d'incendie, RIA et colonnes sèches	100 000 € HT

Il est précisé que ce seuil maximum constitue une obligation réglementaire encadrant les marchés publics mais il n'est pas représentatif de la dépense annuelle car il intègre tous les aléas pouvant toucher la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché. Ils seront transmis par télécopie, email ou courrier et comportent tous les renseignements utiles.

Celui-ci est exécuté :

- soit à partir d'un planning d'intervention contractualisé avec chacun des établissements (maintenance préventive)
- soit à partir d'une demande d'intervention téléphonique de l'établissement confirmée par un courriel (autres prestations relevant du marché).

1-4 DUREE DU MARCHE

La durée du marché est d'un an à compter du 24 décembre 2025. Il sera ensuite renouvelable une fois par tacite reconduction, par période de douze mois, soit une durée totale maximale de deux ans.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

Si d'autres établissements du GHT souhaitent se positionner en cours de marché, ou si des équipements supplémentaires deviennent nécessaires pendant l'exécution, ceux-ci pourront être intégrés au présent marché sous forme d'avenant.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

2.1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière N° 4 à l'acte d'engagement (BPU) ;
- L'annexe 6 à l'acte d'engagement relative à la maintenance ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le mémoire technique et méthodologique du candidat ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et des Services (CCAG-FCS), dans sa version en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2.2 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTION POUR LE LOT 4

3.1 FORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire pourra proposer en option des sessions de formation du personnel sur les différents sites concernés par le lot 4.

3.2 PLANIFICATION DES INTERVENTIONS

Les rendez-vous pour les interventions devront être planifiés prioritairement sur les trois premiers trimestres de l'année. Le titulaire s'engage à transmettre le rapport d'intervention au plus tard dans un délai de 15 jours suivant chaque intervention.

Le titulaire devra idéalement fournir une plateforme en ligne permettant de gérer les rendez-vous, de suivre les interventions et de garder une trace des actions réalisées. Cette plateforme devra être accessible facilement, simple à utiliser, et permettre :

- La prise de rendez-vous en ligne
- Le suivi en temps réel des interventions
- La traçabilité des actions (compte-rendu)

Le candidat devra décrire dans son offre l'outil proposé, comment y accéder, ses principales fonctions, et le support technique prévu.

3.3 INTERVENTIONS SUR POTEAUX INCENDIE ET COLONNES SECHES :

Ces interventions devront être réalisées en tenant compte des conditions climatiques favorables, durant les mois d'avril, mai, juin et septembre (printemps/été).

ARTICLE 4 – DÉLAIS D'INTERVENTION

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai maximum de **15 jours** à compter de la réception de la demande d'intervention.

En cas de besoin de recharge des équipements, une demande spécifique d'intervention sera adressée au titulaire, qui devra y répondre également dans un délai de **15 jours**.

ARTICLE 5 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de sa démarche de responsabilité environnementale, le titulaire s'engage à limiter l'impact environnemental lié aux déplacements professionnels.

À ce titre, le titulaire veillera, dans la mesure du possible, à mobiliser des personnels intervenants résidant à proximité des sites d'exécution du marché ou connaissant bien le territoire, afin de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements,
- Optimiser les délais d'intervention.

Cette exigence s'inscrit dans les objectifs de développement durable poursuivis par la collectivité, conformément à l'article L. 3 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, pour rappel, tous les extincteurs proposés dans le cadre du marché devront être exempts de fluor, afin d'anticiper et garantir la conformité aux réglementations environnementales à venir concernant l'utilisation de ce composant. Le titulaire devra s'assurer que ses produits respectent cette exigence pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite du Centre Hospitalier, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement du Centre Hospitalier.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'acheteur ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7-1 REMUNERATION DE LA PRESTATION DE BASE

Le marché est conclu aux prix figurant à l'annexe financière N° 4 à l'acte d'engagement (bordereaux des prix).

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux déplacements.

Les prestations ont un caractère forfaitaire.

Le titulaire facturera les prestations définies à l'article 3-1, après réalisation de chaque intervention et remise du rapport de visite.

Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année.

Ils seront ensuite revalorisés chaque année à la date anniversaire du marché dans les limites autorisées par la réglementation, par la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times \left(0,15 + \left(0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0,65 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o} \right) \right)$$

dans laquelle :

P	=	prix revalorisé hors TVA
P _o	=	prix initial hors TVA (remise de l'offre)
FSD2	=	valeur de l'indice frais et services divers - référence N° 2 connue à la date de demande de révision de prix
FSD2 _o	=	valeur de l'indice frais et services divers - référence N° 2 connue à la date de remise de l'offre
ICHT-IME	=	valeur de l'indice du taux horaire de la main-d'œuvre pour les Industries mécaniques et électriques connue à la date de demande de révision de prix
ICHT-IME _o	=	valeur de l'indice du taux horaire de la main-d'œuvre pour les Industries mécaniques et électriques connue à la date de remise de l'offre

En cas de hausse, le titulaire devra communiquer le nouveau prix applicable au plus tard trois mois avant la prise d'effet de la hausse du prix, à la Direction des Achats, de la Logistique, et des Equipements, Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un récapitulatif des indices publiés.

A défaut du respect de cette procédure, l'augmentation ne pourra être prise en compte.

En cas de suppression pure et simple de(s) l'indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties.

En cas de diminution, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud devra aussi être informé trois mois avant la date du changement de tarif.

En tout état de cause la majoration annuelle appliquée ne pourra dépasser 1,5 %.

En cas de hausse, s'il n'y a pas d'opposition du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud dans la période de deux mois à réception de la demande et que la hausse est conforme aux dispositions ci-dessus, les nouveaux tarifs sont fermes jusqu'à la fin de la période annuelle et applicables à la date d'échéance ou à une date précisée par le titulaire du marché si celle-ci est postérieure.

En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible, et bouleversant temporairement l'équilibre du marché, survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le centre hospitalier pourra étudier une augmentation supérieure à 1,5 % dans le respect de la réglementation en vigueur et sur justificatifs.

La demande devra :

- apporter tout éléments de preuve (nationaux, internationaux, courrier, articles, cotations, factures d'achats etc..) justifiant de la fluctuation des coûts ;
- prouver que les augmentations de tarifs sont appliquées à l'ensemble de ses clients ;
- répercuter la hausse sur sa société et pas seulement sur le Groupement.

Clause de sauvegarde :

Le groupement de commande se réserve le droit de refuser la hausse proposée si la demande du titulaire ne lui paraît pas acceptable. Dans l'hypothèse où aucun accord n'a pu être trouvé, le groupement se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché lorsque celui-ci conduit à une augmentation non acceptable au regard des contraintes budgétaires des établissements adhérents.

Le groupement se réserve le droit de solliciter à tout moment l'avis de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

7-2 REMUNERATION DES DEPANNAGES PENDANT OU EN DEHORS DE LA VISITE, ET DES TRAVAUX

Ces prix comprennent la réalisation des prestations indiquées dans les annexes au CCP et non prévus dans la rémunération de base.

Les fournitures feront l'objet **d'une remise** indiquée à l'acte d'engagement et valable pour la durée du marché.

Les coûts horaires et de déplacement sont précisés à l'acte d'engagement. Ces prix seront révisés selon les clauses de révision indiquées à l'article 5-1.

Nota :

Les prestations réalisées pendant la visite annuelle ne feront pas l'objet de facturation de frais de déplacement.

En dehors de la visite annuelle, l'appel de demande de dépannage est gratuit.

Seul le dépannage sera facturé, sous réserve qu'il ne concerne pas un équipement remplacé récemment (garantie de 1 an).

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT - FACTURATION

La facture sera établie après chaque intervention par le titulaire après service fait.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le site hospitalier de BRIANCON :
 - N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016

- ✚ Pour le site hospitalier de LARAGNE :
 - N° SIRET CHBD : 200 030 153 00015

- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS :
 - N° SIRET CH AIGUILLES : 260 500 038 00013
 - Pour le site de GUILLECRINS :
 - N° SIRET EHPAD de GUILLECRINS : 260 503 446 00015

- ✚ Pour les sites hospitaliers de SISTERON et de GAP (CHICAS) :
 - N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016
 - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
 - ✓ ST : SERVICE TECHNIQUE (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
 - ✓ ST-SCP : SERVICE TECHNIQUE sans commande préalable.

- ✚ Pour le site hospitalier d'EMBRUN :
 - N° SIRET CH EMBRUN : 260 500 053 00012

- ✚ Pour le site hospitalier de BARCELONNETTE :
 - N° SIRET CH BARCELONNETTE : 260 400 023 00040

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier

- référence du marché
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

Le Centre Hospitalier se libérera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Direction des Achats, de la Logistique, du Patrimoine et des Equipements - Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 9 – AVANCE ET GARANTIE

9-1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le bon de commande du marché est supérieur à supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

9-2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance pourra être acceptée.

ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD

Le Centre Hospitalier se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont cumulatives. Elles pourront être déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

10-1 NON-RESPECT DU DELAI DE REPARATION

Tout défaut de dépannage, soit par non intervention dans les délais prévus au contrat, soit par carence matérielle lors d'une intervention du titulaire donnera lieu à des pénalités

Ces pénalités seront appliquées par jour calendaire de retard. Les jours de retard considérés sont comptés à partir de l'expiration du délai stipulé à l'article 5.

En cas de délai de réparation supérieur au délai indiqué à l'article 5, le Titulaire encourt par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule :

$$P = N \times 150,00 \text{ € H.T.}$$

dans laquelle :

P : montant de la pénalité

N : nombre de jours calendaires de retard.

10-2 REMISE DU RAPPORT OU RETARD DANS LA VISITE DE MAINTENANCE

En cas de non remise, ou de remise d'un rapport incomplet, dans un délai supérieur à 4 semaines calendaires après la date de fin de l'intervention, le titulaire encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-dessous.

Cette pénalité s'appliquera également si la visite de maintenance dépassera de plus de 5 jours la date de fin de la visite prévue (cf. article 3-6), sauf en cas d'accord entre les deux parties de différer l'intervention.

$$P = N \times 31,00 \text{ € H.T.}$$

dans laquelle :

P : montant de la pénalité

N : nombre de jours calendaires de retard.

10-3 NON-RESPECT DU DELAI D'EMISSION DE L'AVIS DE PASSAGE

En cas de non-respect du délai d'émission de l'avis de passage, une pénalité sera appliquée :

$$P = N \times 31,00 \text{ € H.T.}$$

dans laquelle :

P : montant de la pénalité

N : nombre de jours calendaires de retard.

ARTICLE 11 - RESILIATION

11-1 RESILIATION

Le Centre Hospitalier pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-FCS,

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;

ainsi qu'après mise en demeure adressée par lettre recommandée et restée sans effet dans un délai de 15 jours, pour les motifs exposés ci-après (liste non exhaustive) :

- défaut d'entretien,
- sous-traitance non déclarée,
- maintien en service ou remise en service d'un appareil avec un organe de sécurité non opérationnel,
- action volontaire visant à inhiber le fonctionnement, soit d'un dispositif de sécurité, soit d'un dispositif affecté à la protection du matériel tel que dispositifs de protections électriques contre les surtensions et court-circuit,
- absence d'essai des éléments de sécurité,
- fausses déclarations répétées sur le carnet d'entretien
- non-respect répété des règles d'hygiène et de sécurité (Code du Travail, Code de la Santé publique).

11-2 EXECUTION PAR DEFAUT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG – FCS).

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 12 – CAS DE FORCE MAJEURE

Si une partie (la "partie affectée") est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent marché (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuit, communément accepté par la jurisprudence, les obligations de la partie affectée seront suspendues tant que le cas de force majeure durera et dans la limite où elle sera empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informera l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'elle entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informera l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprendra l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie pourra résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

ARTICLE 13 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (*c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale*) doit intégrer les clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire s'engage à signer les clauses contractuelles, figurant en annexe du présent CCTP, après remplissage des données en lien avec l'acheteur.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer *a minima* les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex (europa.eu).. Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de fournitures courantes et services sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier l'article 7 déroge à l'article 14.1,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

ARTICLE 15 – CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 23/10/2025

Pour le GHT des Alpes du Sud :

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,
Le Directeur Adjoint :

Clément GIRARD

